



# PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Cabinet du Préfet

Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

Arrêté n°2026-CAB-BSIR-0019 du 08 JAN. 2026  
portant interdiction de rassemblement de personnes, de véhicules et d'engins motorisés  
dans le département de la Seine-et-Marne

- Vu** le Code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.211-1 et suivants ;
- Vu** le Code de la route, notamment ses articles L.236-1 à L.236-3, L.321-1-1, L.325-7 et R.412-6-4 ;
- Vu** le Code pénal, notamment ses articles 223-1, 322-3, 431-3 et suivants et R.610-5 ;
- Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2214-4 et L.2215-1 ;
- Vu** la loi n°2018-701 du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les rodéos motorisés ;
- Vu** loi n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2024-528 du 10 juin 2024 portant diverses dispositions en matière de sécurité et de circulation routières ;
- Vu** le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY préfet de Seine-et-Marne ;
- Vu** le décret du Président de la République en date du 28 novembre 2025 portant nomination de Madame Céline PLATEL, administratrice de l'État du deuxième grade, sous-préfète, en qualité de directrice de cabinet du préfet de Seine-et-Marne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°25/BC/116 en date du 29 décembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Céline PLATEL, directrice de cabinet du préfet de Seine-et-Marne et organisant sa suppléance ;
- Considérant** la tenue de rassemblements automobiles récurrente les vendredi, samedi, dimanche et jours fériés sur le département de la Seine-et-Marne, générateurs de troubles à l'ordre public ;
- Considérant** que ces rassemblements automobiles annoncés via les réseaux sociaux ne font, à ce jour, l'objet d'aucune déclaration préalable auprès du préfet de Seine-et-Marne, ni d'aucune mesure de sécurisation de la part de leurs organisateurs ;
- Considérant** que ces rassemblements automobiles sont susceptibles de créer des troubles importants à l'ordre et à la sécurité publics : démonstrations de « drifts » (dérapages), de « runs » (course de voitures) et de « burnout » (accélération sur place pour faire chauffer les pneus) ; que ces démonstrations sont dangereuses pour les spectateurs, les usagers de la route ainsi que les personnes présentes à proximité sans lien avec ces rassemblements ; que ces rassemblements

génèrent des nuisances sonores du fait des phénomènes précités de « *runs* », « *drifts* » ou « *burnout* » ;

**Considérant** que la Seine-et-Marne est un territoire propice à l'organisation de tels rassemblements ; que depuis la rentrée de septembre 2024, ces rassemblements prennent de l'ampleur et réunissent un nombre croissant de participants ; que le rassemblement qui s'est déroulé le 2 novembre 2024 au centre commercial de Villiers-en-Bière a rassemblé plus 2 000 véhicules et s'est soldé par des dégradations et des échauffourées, nécessitant l'intervention des CRS ; que par ailleurs, dans la nuit des 9 et 10 novembre 2024, plusieurs rassemblements auto-moto pour *runs* sauvages, impliquant environ 300 véhicules, se sont déroulés dans le secteur de Melun, prenant les forces de l'ordre à partie (jets de projectiles et mortiers d'artifice, rangées de caddies lancées sur les policiers) ; que les forces de l'ordre ont dû faire usage à cette occasion d'armes de défense et de dissuasion ; que des effectifs de la police nationale ont été blessés durant lesdits affrontements ; que des rassemblements « *tuning* » illégaux ont été organisés le soir du 08 mars 2025 sur les communes de Collégien, Claye-Souilly, Croissy-Beaubourg et Lagny-sur-Marne, regroupant jusqu'à 150 véhicules ; qu'un rassemblement illégal s'est également tenu sur la commune de Saint-Mard le 21 avril 2025, regroupant 150 véhicules et occasionnant l'intervention de la gendarmerie ; que les 12 et 19 octobre 2025, des rassemblements ont eu lieu rue Denis Papin sur la commune de Moissy-Cramayel regroupant une vingtaine de véhicules qui ont fait l'objet de plusieurs verbalisations et d'une éviction par les effectifs de la police nationale ; que récemment, le 03/01/2026, une quinzaine de véhicules faisait l'objet d'une verbalisation à Servon et au Centre Commercial Carré Sénart pour un rassemblement non autorisé de véhicules motorisés ; qu'il est ainsi avéré que lesdits rassemblements ont engendré de graves troubles à l'ordre public, à la sécurité et à la tranquillité publiques sur le département de la Seine-et-Marne ;

**Considérant** qu'en 2025, le département de Seine-et-Marne a recensé 81 faits de rassemblements automobiles ; que dans ce cadre, la Direction Interdépartementale de la Police Nationale de Seine-et-Marne a dressé 425 verbalisations pour participation à une manifestation de véhicules terrestres à moteur non autorisée et a engagé deux procédures pour organisation de course de véhicules à moteur sur la voie publique sans autorisation administrative ; que le groupement de gendarmerie départementale de Seine-et-Marne a procédé à la saisie de 4 véhicules à cette occasion ;

**Considérant** que l'occupation illégale de la voie publique de manière prolongée et répétitive limite le bon exercice de la liberté d'aller et venir ;

**Considérant** que de tels événements sont susceptibles d'être de nouveau organisés sur l'ensemble du département de la Seine-et-Marne ;

**Considérant** que la posture VIGIPIRATE de la période « *hiver – printemps 2026* » au niveau « *urgence attentat* », applicable depuis le 05 janvier 2026, sur l'ensemble du territoire national, oblige à la mise en œuvre de mesures de sécurité et de protection adaptées ;

**Considérant** que l'arrêté portant interdiction de rassemblement de personnes, de véhicules et d'engins motorisés sur la voie publique fera l'objet d'une information par plusieurs moyens ; qu'outre la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs, ce dispositif fera l'objet d'une information sur le site internet de la préfecture ; que ces moyens d'information sont adaptés ;

Sur proposition de Madame la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet de Seine-et-Marne ;

## ARRÊTE

**Article 1er** : Tout rassemblement de personnes, de véhicules et d'engins motorisés dont l'objectif est de réaliser des démonstrations de « *tuning* », « *running* », « *drifts* » ou « *burnout* » est interdit les jours suivants :

- du vendredi 09 janvier 2026 à 17h00 au lundi 12 janvier 2026 à 06h00
- du vendredi 16 janvier 2026 à 17h00 au lundi 19 janvier 2026 à 06h00
- du vendredi 23 janvier 2026 à 17h00 au lundi 26 janvier 2026 à 06h00
- du vendredi 30 janvier 2026 à 17h00 au lundi 02 février 2026 à 06h00
- du vendredi 06 février 2026 à 17h00 au lundi 09 février 2026 à 06h00
- du vendredi 13 février 2026 à 17h00 au lundi 16 février 2026 à 06h00
- du vendredi 20 février 2026 à 17h00 au lundi 09 mars 2026 à 06h00

**Article 2 :** Les dispositions du présent arrêté sont applicables sur l'ensemble du département de la Seine-et-Marne.

**Article 3 :** Tout contrevenant à cette interdiction est passible des sanctions pénales prévues aux articles 431-9 et R.610-5 du Code pénal ainsi qu'aux sanctions prévues par les différents articles visés par le présent arrêté.

**Article 4 :** Tout rassemblement automobile et d'engins motorisés sur la voie publique entrant dans le champ du présent arrêté pourra être dissipé le cas échéant, selon les dispositions de l'article L.211-9 du Code de la Sécurité Intérieure.

**Article 5 :** L'information du public est assurée par une mention de la présente autorisation sur le site internet de la préfecture de Seine-et-Marne ainsi que par une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 6 :** La présente décision peut être contestée selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-dessous.

**Article 7 :** La directrice de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le contrôleur général des services actifs, directeur interdépartemental de la police nationale de Seine-et-Marne, la colonelle, commandant le groupement de gendarmerie départementale et les maires du département sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,  
La Directrice de cabinet,



Céline PLATEL

Dans les deux mois à compter de la publication de la présente décision les recours suivants peuvent être introduits :  
un **recours gracieux** adressé à M. le Préfet de Seine-et-Marne, cabinet, bureau de la sécurité intérieure, 12 rue des Saints-Pères, 77010 Melun Cedex ;

- un **recours hiérarchique** adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris cedex 08 ;
- un **recours contentieux** adressé au tribunal administratif de Melun, 43 Rue du Général de Gaulle, 77000 Melun. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>e</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>e</sup> mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Aucun de ces recours ne suspend l'application de la présente décision.

Les recours doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de l'arrêté contesté.

En l'absence de réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de mois à compter de la réception de votre recours par l'administration, votre demande devra être considérée comme rejetée (décision implicite de rejet).